

Washington cible Pékin pour son soutien à Téhéran

GUERRE EN IRAN

Le Trésor américain a lancé lundi soir de nouvelles sanctions sur les alliés de l'Iran.

Raphaël Balemieri

— Correspondant à Shanghai

Un mois avant une rencontre probable entre Xi Jinping et Donald Trump aux États-Unis, les relations sino-américaines vont-elles à nouveau dérailler ? L'administration américaine a en tout cas pris un risque, en annonçant, lundi, de nouvelles sanctions contre les pays qui commercent avec l'Iran et qui, de ce fait, financent directement ou indirectement l'effort de guerre.

Une fois encore, la Chine, principal partenaire de l'Iran, est la première visée. Une vingtaine d'entreprises et d'individus, basés en Chine continentale ou à Hong Kong, sont nommément cités par le Trésor américain. Ils sont accusés d'avoir fourni à Téhéran des technologies militaires ou nucléaires, ou encore d'avoir vendu des services au secteur pétrolier iranien, qui exporte 90 % de son brut vers la Chine.

Cinq secteurs visés

Par exemple, la société hongkongaise Sweet Ocean aurait servi d'intermédiaire dans la fourniture d'équipements de laser optique à l'université de technologie Malek-Ashtar, une faculté iranienne sous l'autorité du ministère de la Défense déjà sanctionnée par l'Union européenne en 2023 et par les États-Unis en 2012. Le Trésor mentionne notamment la vente d'accéléromètres, des capteurs critiques pour les missiles et les avions.

D'autres entreprises de Hong Kong sont accusées d'avoir transmis des dizaines de milliers de dollars à Sweet Ocean et d'avoir ainsi facilité les transactions. A Shenzhen, la société Huamei aurait quant à elle fourni des services à l'entreprise iranienne BRE Line, laquelle entretient des liens avec un institut de recherche iranien spécialisé dans les armes nucléaires.

D'autres sociétés chinoises pourraient tomber sous le coup des sanctions américaines. Car en dehors du militaire et du pétrole, le Trésor a ciblé cinq nouveaux secteurs : cryptomonnaies, technologie, métaux précieux, aviation,

transport maritime. Dans ces domaines, « n'importe quelle personne, peu importe où elle se trouve », pourra être sanctionnée, avertit Washington, qui n'a toutefois donné aucune date pour l'entrée en vigueur des sanctions. Ces mesures gèleraient tous les actifs potentiellement détenus par ces sociétés aux États-Unis, ainsi que toutes leurs entreprises détenues à plus de 50 %. Elles les couperaient également du système financier américain.

La Chine prendra « toutes les mesures nécessaires »

La Chine a réagi mardi, se disant prête à prendre « toutes les mesures nécessaires pour défendre ses droits et ses intérêts » en Iran. Il s'agit du troisième train de sanctions contre la Chine depuis le début de la guerre en Iran. Alors que la guerre s'enlise, et à l'approche des élections de mi-mandat, Donald Trump mobilise à nouveau l'arme économique pour tenter de faire pression sur la Chine. Quitte à mettre en jeu le réchauffement sino-américain obtenu lors de sa visite à Pékin en mai.

Mais en soi ces nouvelles mesures ne devraient pas changer la face

du conflit. La Chine contourne habituellement et facilement les sanctions américaines via des sociétés-écrans qui forment une galaxie très opaque. Malgré la fermeture du détroit d'Ormuz et les précédentes sanctions, la Chine a ainsi continué d'acheter du pétrole iranien, bien que dans des proportions moindres. Sur le fond, la Chine ne veut en aucun cas « lâcher » l'Iran, qui lui fournit une source d'énergie bon marché et un relais d'influence au Moyen-Orient.

Ces sanctions compliquent en revanche l'environnement pour les entreprises chinoises, qui avaient rempli le vide laissé par le départ des sociétés occidentales d'Iran. « Bien avant la guerre, la Chine était devenue le seul pays capable de fournir de la technologie et des infrastructures à l'Iran. Nous détenons un monopole sur les investissements étrangers en Iran. Mais de plus en plus d'entreprises chinoises rechignent à investir, car le pays est perçu comme risqué. De nombreuses sociétés chinoises privées en sont parties », explique Ding Long, spécialiste du Moyen-Orient à l'université des études internationales de Shanghai (SISU). ■



Lors d'une conférence à Washington, Scott Bessent qualifie les sanctions contre l'Iran de « D-Day économique ». La Chine est directement visée. Photo Mehmet Eser/Anadolu via AFP

L'Iran menace 45 navires de sanctions dans le détroit d'Ormuz

L'Iran menace de confisquer les quelque 45 navires actuellement inscrits sur sa liste, accusés de ne pas respecter les strictes règles de navigation imposées par Téhéran.

Diane Jeantet

L'Iran continue son escalade dans le détroit d'Ormuz et menace désormais de confisquer les navires qui ne respectent pas ses règles de navigation. Alors que le bras de fer entre Téhéran et Washington pour le contrôle de ce stratégique détroit s'éternise, l'agence iranienne chargée d'y superviser le trafic a publié une liste noire des navires accusés de ne pas se soumettre à ces consignes.

Quelques 45 navires figuraient mardi sur cette liste tenue par l'Autorité du détroit du golfe Persique (PGSA), l'agence créée en 2015, qui sépare le golfe Persique du golfe d'Oman et par lequel transitait avant la guerre un cinquième des hydrocarbures mondiaux. En

annonçant dans un premier temps la fermeture du passage historique, puis en imposant une nouvelle route de navigation, plus proche de ses côtes, et en exigeant un droit de passage aux navires souhaitant transiter. Les tentatives de contourner par une troisième voie maritime, qui longe Oman, se soldent régulièrement par des attaques de missiles et de drones qui mettent en péril les cargaisons et les marins à bord.

La liste de la PGSA n'a, a priori, pas de quoi effrayer le transport maritime, déjà sapé par six mois de conflit.

Depuis les premières frappes américano-israéliennes fin février, l'Iran tente de verrouiller ce détroit qui sépare le golfe Persique du golfe d'Oman et par lequel transitait avant la guerre un cinquième des hydrocarbures mondiaux. En

annonçant dans un premier temps la fermeture du passage historique, puis en imposant une nouvelle route de navigation, plus proche de ses côtes, et en exigeant un droit de passage aux navires souhaitant transiter. Les tentatives de contourner par une troisième voie maritime, qui longe Oman, se soldent régulièrement par des attaques de missiles et de drones qui mettent en péril les cargaisons et les marins à bord.

Adnoc dans le viseur

Au total, l'Organisation maritime internationale (OMI) a recensé depuis le début du conflit 68 incidents dans le golfe Persique, le golfe d'Oman et la mer d'Arabie, faisant au moins 20 morts et 35 blessés. Environ la moitié de ces incidents ont impliqué des pétroliers, 20 % des porte-conteneurs et 15 % des vraquiers, selon un décompte de l'AFP. La liste noire de la PGSA n'a donc, a priori, pas de quoi effrayer le transport maritime, déjà sapé par six mois de conflit. Mais cet avertissement ris-

que tout de même d'accroître les risques pour les affréteurs et les armateurs dans la région. Car de nombreux navires continuent de défier les directives iraniennes, en dépit des risques. A commencer par le groupe émirati Adnoc, qui grâce à son système de navettes clandestin a réussi à faire sortir du détroit jusqu'à 3 millions de barils de pétrole et de produits dérivés par jour ces dernières semaines.

Les barils, en provenance des Émirats arabes unis mais aussi d'Irak ou du Qatar, sont chargés à bord de petits navires dans les terminaux situés à l'intérieur du golfe Persique, transportés de nuit, transpondeurs éteints, de l'autre côté du détroit, avant d'être transbordés dans de plus grands pétroliers pour acheminement jusqu'aux marchés asiatiques et européens. Désormais, prévient la PGSA, tous les navires qui se livrent à ce type de manœuvre seront sanctionnés. Concrètement, un navire n'ayant jamais enfreint les règles iraniennes de transit pourrait se retrouver sanctionné du seul fait de

ses interactions commerciales avec un navire placé sur liste noire, explique la société de gestion des risques maritimes Marisks, qui y voit un système « particulièrement préoccupant ».

Cours élevés du pétrole

Autres grands gagnants du conflit : les traders et armateurs qui ont pu dégager de larges marges en achetant du pétrole brut à prix réduit dans le golfe Persique. Selon Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, le groupe français a pu acheter du pétrole entre 50 et 60 dollars le baril dans le golfe, auxquels il faut ajouter un coût de transport qui s'élève, pour un super pétrolier transitant dans le détroit d'Ormuz, à environ 10 dollars par baril.

Or l'absence d'avancée dans les négociations a maintenu ces derniers temps le prix de l'or noir à plus de 90 dollars le baril. Les menaces de Washington de sanctions inédites contre l'Iran et l'opération « paria économique » dévoilée lundi par Scott Bessent ne risquent pas d'inverser la tendance. ■

Les espoirs de la Syrie après le retrait de la liste noire américaine

DIPLOMATIE

Après 47 ans sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme, la Syrie peut désormais espérer attirer davantage de capitaux étrangers.

Matthieu Holyman

La Syrie tourne une page vieille de 47 ans. Washington a officiellement retiré lundi soir le pays de sa liste des États soutenant le terrorisme, où il figurait depuis 1979. Une décision hautement symbolique pour le président Ahmed Al-Charaa, mais surtout lourde de conséquences écono-

miques, réduisant un obstacle majeur pour les banques et les investisseurs étrangers qui souhaitent revenir dans un pays ravagé par quarante années de guerre.

« Aujourd'hui, la Syrie se débarrasse d'un lourd fardeau et tourne la page douloureuse de son passé », a déclaré mardi le président syrien, qui a remercié Donald Trump et les pays ayant soutenu la transition. Le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, estime de son côté que la mesure offre aux Syriens « une voie vers la prospérité ».

La présence sur cette liste ne constituait pas l'ensemble des sanctions américaines, mais elle créait un risque, notamment juridique, particulièrement dissuasif pour les banques et les entreprises. Son retrait permet désormais aux établisse-

ments financiers américains de fournir certains services à la Syrie et d'établir des relations bancaires, à condition de ne pas traiter avec des acteurs encore sanctionnés.

Une reconstruction à plus de 200 milliards de dollars

C'est cette reconnexion au système financier international que Damas espère exploiter. Le ministre syrien des Finances, Mohammad Yisr Barnieh, évoque sur X une « voie majeure » pour attirer les investissements et technologies. Les premiers signes de cette voie sont déjà là. Bank of America a engagé des discussions avec les autorités syriennes et Mastercard travaille avec QNB (Qatar National Bank) et la Banque centrale syrienne à la mise en place d'une infrastructure permettant les paie-

ments internationaux par carte. La Syrie doit reconstruire ses réseaux électriques, ses routes, ses logements, ses ports, ses aéroports et ses télécommunications, tout en remettant sur pied un système bancaire largement déconnecté du reste du monde. Selon une analyse de l'Institute for National Security Studies, les besoins de reconstruction atteindraient environ 216 milliards de dollars, mais la levée des obstacles financiers ne suffira pas à faire affluer les capitaux.

« La réintégration de la Syrie devient une partie d'une transformation régionale plus large », estime Joanna Lahham, du World Economic Forum. Le pays se trouve notamment au croisement de futurs corridors commerciaux reliant le Golfe, la Turquie, le Levant et la

Méditerranée. La Turquie entend profiter de cette ouverture. Ankara a immédiatement salué la décision américaine, qui devrait donner « un nouvel élan » à la reconstruction syrienne. Sa proximité géographique et son influence auprès du nouveau pouvoir lui donnent un avantage. La Turquie est déjà le premier fournisseur de la Syrie : selon le CSIS, les importations syriennes ont bondi de 81 % en 2025, passant de 4 à 7,3 milliards de dollars, avec les matériaux de construction représentant près d'un cinquième du total. La montée en puissance turque comporte des risques. La frappe israélienne du 18 août contre la base d'Abou Dhohour, qui devait être réactivée avec une implication turque, a illustré les tensions autour de la présence d'Ankara en Syrie.

La Syrie vient de sortir de la liste américaine, mais Téhéran y figure toujours aux côtés de Cuba et de la Corée du Nord. Sous Bachar Al-Assad, l'Iran était l'un des principaux soutiens de Damas et avait construit en Syrie un important réseau d'influence militaire et économique. Le nouveau pouvoir syrien cherche au contraire à se rapprocher de Washington, des pays du Golfe et de la Turquie.

Pour Damas, le défi sera de profiter de cette nouvelle fenêtre diplomatique sans devenir dépendant d'une seule puissance. Pour Ankara, Washington et les monarchies du Golfe, la Syrie représente à la fois un marché de reconstruction et un enjeu de puissance. Pour l'Iran, elle pourrait devenir le symbole du recul de son influence au Levant. ■